

L'économie française progressera à petite vitesse en 2020

L'Insee prévoit une hausse du PIB modérée sur la première moitié de l'année prochaine. La consommation et l'investissement des entreprises resteraient solides.

ANNE DE GUIGNÉ @adegulnne

CONJONCTURE Dopé par la politique accommodante des Banques centrales, le cycle économique n'en finit pas de s'étirer dans le temps. Et les prévisionnistes de l'Insee peinent toujours à distinguer le moindre signal de retournement dans un sens ou l'autre. « Si la crainte d'un retournement conjoncturel global s'atténue, on peine à discerner le mouvement d'ensemble qui serait susceptible de redonner du souffle à l'économie mondiale », reconnaît ainsi Julien Pouget, chef du département conjoncture de l'institution.

Ce constat vaut pour l'économie française. Les experts de l'Insee tablent sur une poursuite, au premier semestre 2020, du rythme de croissance modérée du produit in-

térieur brut (PIB) qui caractérise le pays depuis dix-huit mois. Dans le détail, ils anticipent une croissance de 0,3% au dernier trimestre 2019, puis de 0,2% et 0,3% pour les deux premiers trimestres de 2020. Leur prévision de croissance pour 2019 est inchangée à 1,3%.

« On peine à discerner le mouvement d'ensemble qui serait susceptible de redonner du souffle à l'économie mondiale »

JULIEN POUGET, CHEF DU DÉPARTEMENT CONJONCTURE DE L'INSEE

L'Insee ne s'avance pas sur des pronostics pour le deuxième semestre 2020. Une simple prolongation de la tendance des six premiers mois sur l'ensemble de

l'année aboutirait toutefois à une croissance de 1,1% en 2020, ce qui correspond à la prévision de la Banque de France. Le gouvernement a de son côté bâti son budget 2020 sur une hypothèse de croissance de 1,3%.

Au premier semestre, la croissance sera portée par la consommation des ménages, qui se maintiendra à un rythme trimestriel de 0,3%. En parallèle, le taux d'épargne qui culmine, fin 2019, à un plus haut depuis 2012 à 15,2%, diminuera progressivement pour s'établir à 14,7% au printemps 2020. L'inflation ne se réveillerait pas : l'Insee table sur un rythme d'augmentation des prix autour de 1% d'ici la mi-2020.

La confiance des ménages s'appuiera sur la bonne orientation de l'emploi. L'Insee table en effet sur

une baisse progressive du chômage début 2020, l'emploi progressant plus vite que la population active. L'institut souligne d'ailleurs la tendance de la population active à croître de moins en moins vite : +70 000 en 2019, après +83 000 en 2018 et +91 000 en 2017. « Le plan d'investissement dans les compétences, dont le nombre de bénéficiaires, progresse peu à peu, n'aurait qu'un effet limité sur la population active », insistent les économistes.

En négatif, le commerce extérieur continuera de peser sur la croissance en 2020. Son poids

s'accroîtrait même. Corréliées à la demande mondiale, les exportations pâtiront en effet du ralentissement mondial. Seul le quatrième trimestre 2020 fera exception à cette tendance en raison de livraisons d'un paquebot et d'avions.

Enfin, les spécialistes de l'Insee ne s'émeuvent pas pour l'instant outre mesure du mouvement social contre la réforme des retraites. « Si la grève durait toutes les vacances de Noël, en gardant cette intensité, notre prévision pourrait être revue en légère baisse », avance simplement Julien Pouget. ■



Au premier semestre, la croissance sera portée par la consommation des ménages qui se maintiendra à un rythme trimestriel de 0,3% (en photo : les Galeries Lafayette Champs Elysées).
SCARD/IF3 PRESS/MAAXPPP



BRUNO CAVALIER
Chef économiste d'Oddo BHF

« Nous tablons sur une croissance de 1,6% l'an prochain, supérieure aux attentes car nous estimons que la France a des leviers pour accélérer dans les prochains mois. Depuis 2017, la machine à fabriquer de l'emploi dans le secteur marchand a été remise en route. »

« La consommation va rebondir l'an prochain »

Bruno Cavalier est chef économiste d'Oddo BHF.

LE FIGARO. - Quelle est votre prévision de croissance pour la France en 2020 ?

BRUNO CAVALIER. - Nous tablons sur une croissance de 1,6%, supérieure aux attentes officielles car nous estimons que l'économie française a des leviers pour accélérer dans les prochains mois. Ce rebond serait essentiellement porté par l'amélioration continue des conditions de l'emploi. Depuis 2017, la machine à fabriquer de l'emploi dans le secteur marchand a été remise en route. Le chômage devrait poursuivre sa lente dérive.

Comment évoluera dans ces conditions la demande intérieure française ?

Trois facteurs plaident pour une hausse de la consommation en 2020 : l'amélioration de l'emploi, qui reste la première source de revenu disponible, la baisse de la crainte du chômage chez les ménages, révélée par les enquêtes de l'Insee, et le niveau très élevé du taux d'épargne. Depuis un an, les ménages ont en effet essentiellement épargné les

hausse de pouvoir d'achat, provoquées par les mesures gouvernementales post-crise des « gilets jaunes ». En 2019, l'investissement des entreprises est resté très dynamique et la consommation relativement atone. Je table sur une évolution inverse en 2020. L'investissement des entreprises ralentira mais la consommation prendra le relais. Cette dernière représentant la moitié du PIB, cela aura un net effet sur la croissance.

Comment se situera la France dans la zone euro ?

La croissance de la zone euro est très dépendante de celle de sa première économie, l'Allemagne. Or depuis un an, l'économie allemande est en stagnation en raison de sa forte exposition à l'industrie, et plus spécifiquement au secteur automobile, et de sa dépendance aux exportations. Ces facteurs qui ont plombé l'Allemagne en 2019 ne disparaîtront pas l'année prochaine. Dans ces conditions, la France devrait afficher une croissance nettement supérieure à l'Allemagne et légèrement au-dessus de la moyenne de la zone euro. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR A. G.



ALAN LEMANGNEN
Economiste à la Société Générale

« Nous tablons sur un ralentissement de l'économie à 0,8% en 2020. Les exportations pâtiront d'une nouvelle modulation de la croissance aux États-Unis, en Chine et du coup de frein attendu au Royaume-Uni dans le sillage du Brexit. »

« La croissance pâtit du commerce extérieur »

Alan Lemangnen est économiste euro pour la Société Générale.

LE FIGARO. - Quelle est votre prévision de croissance pour la France en 2020 ?

ALAN LEMANGNEN. - Nous tablons sur un ralentissement de l'économie à 0,8%, essentiellement via le canal du commerce extérieur. Les exportations pâtiront d'une nouvelle modulation de la croissance aux États-Unis, en Chine et du coup de frein attendu au Royaume-Uni dans le sillage du Brexit. Par ailleurs, les délocalisations dans la filière automobile, qui concerneraient presque un quart de la production sur le territoire, provoqueront une perte d'environ 0,2 point de PIB en 2020.

Comment évoluera dans ces conditions la demande intérieure française ?

La dégradation de l'environnement extérieur commencera à avoir des effets de bord sur la demande interne. D'abord, en raison du ralentissement attendu de l'invest-

tissement des entreprises dans un contexte de dégradation de la demande globale. Deuxièmement, via le canal de l'emploi, les entreprises cherchant à préserver leurs marges en modérant la croissance de la masse salariale. Dans ce contexte, le taux de chômage pourrait repartir légèrement à la hausse en 2020. Pour autant, la consommation des ménages résistera, grâce aux mesures socio-fiscales du gouvernement en faveur du pouvoir d'achat et une légère baisse du taux d'épargne.

Comment se situera la France dans la zone euro ?

En raison de son faible taux d'ouverture et du poids relativement modeste de l'industrie dans son PIB, l'économie française est caractérisée par une certaine inertie de son taux de croissance aux variations du cycle global. Dans les périodes de ralentissement, la France a alors tendance à faire légèrement mieux que ses voisins. C'est déjà le cas cette année, tendance qui devrait se prolonger en 2020. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR A. G.